

**Discours de Monsieur Vincent PELLETIER,
Directeur général de Coalition PLUS**



Madame Maria GEORGESCU, Directrice exécutive, ARAS, Madame Diana Loreta PĂUN, Conseiller d'Etat
auprès de l'Administration Présidentielle, Monsieur Vincent PELLETIER, Directeur général, Coalition PLUS
© Foto: Alin Alexandru OLARU

Bonsoir à tous,

Madame l'Ambassadrice, merci de nous accueillir ici, dans cet espace,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Madame la Conseillère,
Chère Maria,

Je suis ravi d'être là avec vous et c'est extrêmement important pour moi d'être là justement avec vous parce que, comme ceux qui ont vu le film « 120 BPM » tout à l'heure, vous l'avez compris: le sida est avant tout politique, c'est avant tout une histoire politique. Dès le démarrage, une histoire politique de revendication, de gens qui mouraient dans la solitude et des groupes vulnérables et aujourd'hui, 25 ans après le film, ce que raconte le film, on est toujours dans une histoire extrêmement politique.

On a une épidémie qui aujourd'hui touche des groupes vulnérables et dans chaque société le sida reste un transformateur social. Comment est-ce que les politiques d'Etat vont avoir ou pas un impact sur cette épidémie ?

Aujourd'hui, on sait comment arrêter le sida. On sait qu'on peut arrêter cette épidémie, 30 ans après son apparition. C'est incroyable, on n'a jamais connu cela dans l'histoire de l'humanité, avec une épidémie aussi forte, aussi meurtrière. On sait scientifiquement qu'on peut l'arrêter.

Et pour l'arrêter, il faut dépister tous les séropos et il faut traiter tous les séropos. Si les personnes séropositives sont sous traitement avec un traitement actif, elles ne transmettent pas le virus.

C'est ça qui a changé la donne, il y a 10 ans maintenant, quand on a créé la Coalition PLUS et c'est pour ça qu'on l'a créée, c'est qu'une personne séropositive sous traitement ne peut pas transmettre le virus à quelqu'un d'autre.

Donc c'est facile : il suffit de dépister tout le monde et traiter tout le monde. Pour ça, il faut de l'argent. On a aujourd'hui 17 milliards de dollars : la France est un énorme contributeur au Fonds Mondial. Ça permet de traiter 21 millions de personnes, il en reste 15 millions à trouver et à traiter et on en aura fini avec le sida. Il faut 7 milliards de plus, mais il faut pas que ça. Ce n'est pas une question d'argent, c'est aussi une question de volonté politique dans les Etats.

Parce que là où l'épidémie est dynamique aujourd'hui -- ce qui explique qu'on ait toujours 2 millions nouvelles personnes qui s'infectent par an dans le monde --, cette épidémie elle est active dans les groupes les plus exclus des systèmes de santé : les gais, les travailleuses du sexe, les injecteurs de drogues, les transgenres, tous les groupes qui généralement constituent les marges sociales, c'est là donc que dans tous les pays du monde on a l'épidémie la plus active.

Si on a choisi cette coalition, c'est pour travailler ensemble dans des pays non-anglophones, pour travailler à cette question, de comment est-ce qu'on touche les marges sociales. Comment est-ce qu'on va au-devant des gens qui sont le plus en difficulté, pour les dépister, les traiter, les accompagner dans les soins et que effectivement on arrête avec l'épidémie dans tous les pays.

Donc on s'est réuni, une quarantaine de pays, 100 organisations, pour peser, au niveau du débat international -- au Fonds Mondial, à l'OMS, à UNITAID --, pour se rendre dans les Conseils d'administration de ces structures en tant que représentants des malades.

Moi, je suis séropositif depuis 25 ans; heureusement, je vais bien ; heureusement, parce que je suis dans un système de santé qui ne discrimine pas. Mais il reste des millions et des millions de malades qui sont discriminés dans leurs Etats, qu'il faut absolument arriver à rejoindre et ça ne peut se faire que si on change les *guidelines* internationales, qui seront ensuite reprises dans chacun des pays.

Donc si des pays comme la France, la Roumanie ou des pays africains ou de l'Amérique du Sud ont décidé de travailler ensemble c'est pour justement changer le monde, changer les règles qui y régissent pour arriver évidemment à plus d'argent, mais aussi pour arriver à plus de droits.

Et c'est pour ça qu'on a choisi le français comme langue de travail : parce que c'est la langue des droits, parce que c'est la langue des droits humains, parce que c'est la langue de l'ouverture.

Donc c'est vrai que cette Coalition PLUS, elle se dénote des coalitions internationales qui parlent toutes en anglais et qui ne représentent généralement que des professionnels.

Là, on est sur une Coalition de personnes touchées, très en proximité aussi des médecins, qui se sont mis tous ensemble pour dire : on va arrêter cette épidémie, mais on va l'arrêter à notre manière, c'est-à-dire en impliquant les personnes elles-mêmes et en faisant que toutes les personnes séropositives seront dépistées, seront traitées, sans discrimination, sans exclusion.

Voilà, c'est ça la Coalition, et donc je suis très fier que vous soyez là pour nous soutenir aujourd'hui, parce que ça montre que le sida est politique, et quand on associe des politiques, c'est là qu'on gagne.

Merci beaucoup !

*[Bucarest, le 5 Juin 2018,
10 ans de Coalition PLUS en Roumanie,
l'Institut Français de Bucarest]*